

FECCOO, FETE-UGT et STES-I rencontrent des candidats parlementaires à Madrid

Les syndicats d'enseignants espagnols [FETE-UGT](#), [FECCOO](#) et [STES-I](#) ont invité les candidats espagnols aux élections européennes du 25 mai 2014 à une réunion-débat afin de leur demander de placer l'éducation au cœur de leurs priorités.



Le 28 avril, Martin Rømer, Directeur européen du CSEE, a emporté le débat sur « L'éducation en Europe, une priorité ». Présentant les prochaines élections au Parlement européen comme étant un événement majeur pour la lutte contre l'instabilité économique en Europe, il a lancé un appel auprès des candidats parlementaires en vue d'obtenir leur soutien afin que le CSEE et ses organisations membres puissent faire en sorte que l'éducation de qualité devienne une priorité pour l'Europe. Martin Rømer a insisté sur l'importance de soutenir des initiatives essentielles à une sortie de crise, telles que la mise en place de politiques fiscales équitables pour financer l'éducation publique. Il a également rappelé que le Parlement européen était le seul organe européen élu par les citoyens européens et que c'était parce que les pouvoirs que détient l'Union européenne lui sont conférés par la solidarité des citoyens européens que le rôle du Parlement s'était accru au cours de ces dernières années.

Des représentants des partis politiques espagnols – PSOE, centre socialiste, IU, gauche, et PP, centre-droit, au pouvoir – ont présenté leurs propositions pour l'éducation dans le cadre d'un débat au cours duquel les syndicats d'enseignants ont exposé les principaux défis auxquels doit actuellement faire face le système éducatif espagnol. Par ailleurs, ils ont dénoncé les coupes claires dans le budget de l'éducation, la hausse des frais d'inscription dans l'enseignement universitaire et ont manifesté leur ferme opposition à la dernière loi sur l'enseignement (LOMCE) que le gouvernement espagnol actuel entend mettre en vigueur. En outre, les trois syndicats ont attiré l'attention des candidats parlementaires sur la situation précaire dans laquelle se trouvent actuellement le dialogue social et les négociations collectives dans le secteur de l'éducation en Espagne.

Carlos López Cortiñas, Secrétaire général de la Fédération syndicale de l'éducation UGT, a mis en exergue l'importance d'inverser la tendance actuelle à la privatisation de l'éducation afin de sensibiliser le public à la communauté éducative internationale. Francisco Garcia, Secrétaire général de la Fédération syndicale de l'éducation CCOO a, quant à lui, rappelé aux candidats qu'à l'aube de la nouvelle législature européenne, il est indispensable de faire de l'investissement dans l'enseignement une priorité.

FETE-UGT, FECCOO et STES-I ont demandé aux parlementaires européens espagnols de s'engager à soutenir les politiques visant à assurer l'éducation de qualité, l'égalité des chances et la cohésion sociale en vue de protéger l'éducation et d'en faire un investissement pour l'avenir. Les trois organisations ont également réaffirmé leur engagement en faveur des 10 Messages clés du CSEE sur la « **manière d'améliorer la qualité de l'éducation en Europe** », adoptés par le Comité du CSEE dans le cadre de la campagne de l'IE/CSEE « [Uni\(e\)s pour l'éducation de qualité](#) »

Des parcours professionnels fragmentés dans l'enseignement supérieur : engrenage à la baisse pour l'éducation de qualité en Allemagne et en Suède – Les syndicats GEW et SULF dénoncent

Les organisations membres du CSEE/de l'IE « GEW » (Syndicat allemand de l'éducation et de la recherche) et « SULF » (Association suédoise des professeurs d'université) ont unis leurs voix en faveur de l'éducation de qualité et des conditions de travail saines dans l'enseignement supérieur à l'occasion du Congrès de suivi sur le Manifeste de Templin organisé à l'initiative de la GEW le 2 avril 2014 à Berlin. Le Congrès de suivi était en droite ligne avec la campagne de la GEW en faveur de conditions de travail saines et de perspectives de carrière fiables dans l'enseignement supérieur et la recherche (Manifeste de Templin) ainsi qu'avec la campagne de l'IE/CSEE « Uni(e)s pour l'éducation de qualité ».



Le Congrès s'est réjoui de la participation Git Claesson Pipping, Secrétaire générale de SULF. Son discours a suscité un engagement collectif visant à dénoncer la situation dans laquelle se trouvent les deux pays. En effet, la succession de contrats à durée déterminée dans l'enseignement supérieur porte grandement préjudice aux conditions de travail des chercheurs. Il n'est donc pas surprenant de constater que la plupart des chercheurs et employés de l'enseignement supérieur, en particulier les femmes, quittent le monde universitaire en raison de parcours professionnels fragmentés et d'un manque de perspectives d'avenir certaines.

A cette même occasion, Andreas Keller, Vice-Président de la GEW et Vice-Président du CSEE, a annoncé que la GEW et SULF collaboreraient étroitement à l'avenir en vue de résoudre ce problème et d'exiger de réels changements. Les initiatives de la GEW en faveur de conditions de travail saines et de perspectives de carrière fiables dans l'enseignement supérieur et la recherche (thème central

du Manifeste de Templin) sont motivées par l'intime conviction que le manque de possibilités s'offrant à bon nombre de chercheurs porte atteinte à la qualité de la recherche et de l'enseignement.

[Article complet sur le site web de la GEW](#) (disponible en allemand uniquement)

[Article sur le sujet sur le blog de l'IE](#)

Nouvelle page web du CSEE sur le TTIP

Le CSEE a créé une nouvelle page web où vous pourrez trouver des informations concernant le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP). Quest-ce que le TTIP?, Quels domaines couvre-t-il?, Est-ce que l'éducation est concernée? Trouvez toutes les réponses à ces questions ici.



Des négociations secrètes menacent les services publics dans quelque 50 pays

Le 6^e cycle de négociations sur l'accord sur le commerce des services (ACS) s'est tenue dans le courant de la semaine dernière à Genève. Les participants (Union européenne, Australie, Canada, Chili, Colombie, République de Corée, Costa Rica, États-Unis d'Amérique, Hong Kong (Chine), Islande, Israël, Japon, Liechtenstein, Mexique, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Panama, Paraguay, Pérou, Suisse et Turquie) ont affirmé être des « amis du secteur des services », les premiers défenseurs de sa libéralisation. En parallèle, l'Internationale des services publics (ISP) a publié un [rapport spécial](#) sur l'accord sur le commerce des services (ACS) en opposition aux services publics.



Ce rapport suggère que l'accord sur le commerce des services (ACS) menace les services publics, y compris l'éducation. En effet, l'accord proposé pourrait rendre impossible la reprise de contrôle des futurs gouvernements sur les services publics, même en cas de manquement ou d'échec dans la prestation de services privés. Par ailleurs, il empêcherait aux gouvernements de réguler des secteurs clés tels que l'accréditation des établissements scolaires et universitaires ou encore les autorités de délivrance de diplômes. Comme le souligne le rapport, traiter les services publics

comme des marchandises engendre une perception tout à fait erronée de ceux-ci. En effet, les services publics sont conçus pour satisfaire les besoins sociaux et économiques essentiels, tels que la santé et l'éducation. La raison même de leur existence est que les marchés ne peuvent assurer ces résultats. Les négociateurs commerciaux avancent que les gouvernements conserveront leur « droit de réguler ». Cependant, ce ne serait le cas que pour autant que cela soit conforme à l'accord commercial. Dès lors, les gouvernements doivent se préparer à faire face à des obstacles et à se défendre devant des organes de règlement des différends.

Rosa Pavanelli, Secrétaire générale de l'Internationale des services publics (ISP), déclare : « Il s'agit là d'une tentative d'étendre secrètement les parties les plus préjudiciables du tristement connu accord général sur le commerce des services (AGCS-GATS) qui avait déjà provoqué une vague de protestations mondiale. L'objectif des services publics ne devrait pas être de privilégier les bénéfices de grandes entreprises multinationales. Faire en sorte que la privatisation ne puisse jamais être inversée c'est de l'idéologie de libre marché poussée jusqu'à l'absurde. » Et d'ajouter : « il serait profondément non démocratique que les parlements cèdent de manière irréversible le mandat démocratique des citoyens aux multinationales. »

Le CSEE exige que les services publics, l'éducation en particulier, soient exclus de l'accord sur le commerce des services (ACS) au même titre que pour le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP).

Recommandations "Santé et Sécurité" adoptées



À l'occasion de sa réunion des 14-15 avril 2014, le Comité du CSEE a adopté les Recommandations « Santé et sécurité ». Ces recommandations fournissent des pistes aux syndicats d'enseignants pour qu'ils travaillent et agissent ensemble en période de crise en vue de maintenir et de promouvoir des conditions de travail saines et sécurisées dans le secteur de l'éducation.

Les recommandations « Santé et Sécurité » proposent une série de stratégies et d'actions à mener à trois niveaux différents : le niveau européen, le niveau national, le niveau de l'établissement d'enseignement. Au niveau européen, les recommandations insistent sur les actions impliquant la solidarité, l'influence politique, et l'échange d'expériences fructueuses. Elles invitent les syndicats d'enseignants en Europe à travailler de concert en vue d'améliorer la législation nationale en matière de santé et de sécurité au travail et de promouvoir le dialogue social. En outre, elles préconisent la mise en avant, auprès de la Commission européenne, du rôle important des syndicats : la santé et la sécurité au travail sont meilleures lorsque les travailleurs sont bien représentés.

Les syndicats d'enseignants sont également invités à mettre en évidence le lien qui existe entre l'éducation de qualité et des écoles saines et sécurisées. Ils devraient également insister sur la mise en œuvre des directives européennes, encourager la solidarité entre les collègues et inclure les questions de santé et de sécurité dans les négociations collectives. Au niveau des établissements

d'enseignement, les recommandations stipulent que chacun de ces derniers devrait disposer d'un représentant « santé et sécurité », et mener des évaluations des risques, y compris les risques psychosociaux, de manière systématique. En outre, les parents et les élèves/étudiants devraient être impliqués dans ce processus afin de faire de la santé et la sécurité une problématique concernant le milieu scolaire dans son ensemble.

Ces recommandations ont été élaborées en 2013 dans le cadre du projet du CSEE intitulé « Les syndicats d'enseignants solidaires pour des lieux de travail sains et sécurisés en période de crise ». À l'issue de l'enquête en ligne du projet, les informations récoltées indiquaient que la santé et la sécurité au travail s'étaient détériorées en raison de restrictions budgétaires dans l'éducation. La conférence de clôture a, quant à elle, clairement mis l'accent sur le fait que les questions de santé et de sécurité relevaient non seulement de la responsabilité des individus mais surtout de l'organisation du travail. Les recommandations pratiques et les résultats du projet sont disponibles sur le site web « Santé et sécurité des enseignants » du CSEE.

Journée de l'Europe

“L'Europe ne se fera pas d'un coup, ni dans une construction d'ensemble: elle se fera par des réalisations concrètes créant d'abord une solidarité de fait.”

Cette citation est tirée de la déclaration prononcée par Robert Schuman, ministre des affaires étrangères français, le 9 mai 1950. Cette déclaration propose la création d'une Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), qui est

considérée comme la première étape vers la création de l'Union européenne. A cette époque, les pays européens peinent encore à effacer les ravages de la Deuxième Guerre mondiale et la création de la CECA avait pour but d'empêcher un autre conflit entre les nations européennes.

Les intentions premières de la déclaration Schuman et ses réalisations seront commémorées ce 9 mai et plus particulièrement au moment où l'Europe doit encore une fois se retrousser les manches afin de trouver une nouvelle voie et où la solidarité semble être parfois oubliée. Les citoyens et les politiciens européens sont appelés à se souvenir et à s'engager envers les valeurs fondatrices de l'Union européenne et à être les garants de la solidarité entre les pays européens. Tous les citoyens européens devraient garder tout cela à l'esprit ce vendredi et le prendre en compte lors des élections européennes du 25 mai prochain.



Travailler à l'étranger en Europe – Reconnaissance des qualifications professionnelles

Le Service européen de recherche parlementaire a résumé la Directive adoptée sur la reconnaissance des qualifications professionnelles. En novembre 2013 la Directive 2013/55/EU modifiant la Directive 2005/36/EC sur les qualifications professionnelles a été publiée. Le CSEE et d'autres organisations syndicales au niveau européen ont largement fait pression lors de la

modernisation de cette directive. Le site internet du Parlement européen a relayé les liens vers les déclarations du CSEE, de la CES, d'EPSU, d'Eurocadres et du CEEP: <http://epthinktank.eu/2014/03/26/recognition-of-professional-qualifications-2/>

Le but de la reconnaissance des qualifications professionnelles est de faire en sorte que les compétences des travailleurs de certains secteurs soient plus aisément reconnues dans les autres pays de l'UE. La directive concerne aussi les enseignants du fait qu'ils sont inclus dans les catégories professionnelles listées par la Directive.

